



Large soutien populaire pour Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés

Partage international n° [451](#) - Mars 2026

Nous reproduisons ici la déclaration de solidarité du site du GAP (Lawyers and advocates for Palestine) avec Francesca Albanese.

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés, a de nouveau été victime d'attaques par certains éléments de la droite pro-sioniste française, au moyen de fausses informations et de motivations spé cieuses. Elle est accusée de manière totalement diffamatoire d'avoir prononcé des déclarations scandaleuses contre Israël en tant que peuple et en tant que nation. En fait, F. Albanese a déclaré, en parfaite cohérence avec ce qu'elle énonce depuis des années, que « le fait qu'au lieu d'arrêter Israël, la plupart des pays du monde l'ont armé, lui ont fourni des excuses et un alibi politiques et un soutien économique et financier, constitue un problème. Si le droit international a été touché au cœur, il est également vrai que jamais auparavant la communauté mondiale n'a été aussi consciente des défis auxquels elle fait face. Nous, qui ne contrôlons pas de larges pans de la finance, des algorithmes et

des armes, voyons à présent que nous avons, en tant qu'humanité, un ennemi commun. L'ennemi commun de l'humanité est le système qui rend possible le génocide en Palestine, avec le capital financier qui le soutient, les algorithmes qui le dissimule et les armes qui le permettent. »



Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés

Les pires éléments de l'aile droite internationale, qui servent le capital, voudraient faire taire Francesca Albanese parce qu'elle dénonce courageusement le système international de complicité qui permet le génocide des Palestiniens. Mais elle ne peut pas être réduite au silence car elle

représente la conscience morale, légale et politique de l'Occident et du monde, qui refuse de marquer l'histoire en tant que complice ou lâche spectateur d'un crime horrible.

Nous exprimons donc notre totale solidarité avec Francesca Albanese qui doit continuer à exercer sans entrave son rôle essentiel et irremplaçable.

(Suivent les noms des personnes ayant signé la pétition)

Cinq pays européens se sont joints avec virulence aux tentatives visant à faire taire Francesca Albanese, l'accusant d'antisémitisme, sur la base d'une vidéo prétendant la montrer accuser Israël d'être « *l'ennemi commun* », vidéo montée délibérément pour déformer les faits et qui fut discréditée par la suite. De ce fait, elle est à présent interdite d'entrée aux Etats-Unis et toute propriété ou autres biens ainsi que ses comptes bancaires dans le pays pourraient être gelés. Les mêmes sanctions peuvent être appliquées aux membres de sa famille proche.

Avaaz, la voix en ligne pour la justice dans le monde, a lancé une pétition adressée au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, appelant à une action pour soutenir F. Albanese : « *Au nom des citoyens du monde entier, nous vous demandons de refuser l'appel à la démission de Francesca Albanese. Elle est une des voix les plus courageuses dans la défense des droits des Palestiniens et le monde a besoin de son courage pour inciter les dirigeants à agir.* »

Elle est pour les Palestiniens une voix rare et puissante, qui exprime la vérité des faits auprès des puissants à propos du génocide commis par Israël.

Le président Trump a essayé de la faire taire avec des sanctions. A présent, la France, l'Allemagne et d'autres pays européens veulent sa démission, sur la base de fausses déclarations circulant en ligne. La semaine prochaine, aux Nations unies, la France projette de demander officiellement sa démission en tant que rapporteuse spéciale pour les territoires palestiniens occupés.

La Palestine et le monde ont un besoin crucial de sa voix.

Un million d'entre nous a déjà participé à sa nomination pour le prix Nobel de la paix. A présent, nous devons nous manifester à nouveau pour que nos voix soient plus fortes que leurs intimidations.

Avaaz, qui signifie « voix » dans plusieurs langues en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, s'est donné, pour 2007, une mission démocratique simple : permettre aux citoyens de toutes nations de s'organiser pour réduire l'écart entre le monde que nous avons et celui que partout la plupart des gens souhaitent.

Avaaz donne les moyens à des millions de personnes de tous milieux d'agir sur des problèmes mondiaux, régionaux ou nationaux, de la corruption et de la pauvreté aux conflits et au changement climatique. Notre modèle d'organisation en ligne permet à des milliers d'initiatives individuelles, même modestes, de devenir rapidement une puissante force collective (voir les résultats à la page Victoires).

La communauté d'Avaaz fait campagne en 17 langues, animée par une équipe de base sur six continents et par des milliers de bénévoles. Nous agissons, en signant des pétitions, en finançant des campagnes médiatiques et des actions directes, en contactant les gouvernements par messagerie, téléphone et en exerçant une pression, en organisant des manifestations et des événements « hors ligne », pour s'assurer que les opinions et les valeurs des populations du monde entier façonnent les décisions qui nous impactent tous.

Encore plus de soutien

Plus de cent artistes connus, musiciens, acteurs, écrivains, ont signé une lettre ouverte aux Nations unies en soutien à la rapporteuse spéciale pour les territoires palestiniens occupés, qui fait face à des demandes internationales de démission.

Le 14 février 2026, dans un courrier du groupe *Artists for Palestine*, les signataires ont offert un « *soutien total à Francesca Albanese, une défenseuse des droits humains et également du droit du peuple palestinien à exister.* »

Février 2026 et la frustration du gouvernement britannique

Le 4 février, six activistes de Palestine Action ont été acquittés de l'accusation de cambriolage aggravé pour leur entrée par effraction suivie de six jours d'occupation, en 2024, de l'usine Elbit Systems, près de Bristol, un des sites au Royaume Uni de l'entreprise qui produit des armes pour Israël. La peine maximale encourue pour cambriolage aggravé est l'emprisonnement à vie.

L'objectif des activistes, par une action directe impliquant des dégâts sur des ordinateurs et des drones, consistait à perturber la chaîne d'approvisionnement et à attirer l'attention sur la complicité du gouvernement britannique dans l'anéantissement de Gaza.

Clare, la mère d'une des personnes relâchées, a déclaré : « *Les actions de nos proches contre Elbit Systems et la réponse brutale du gouvernement met en évidence ses véritables valeurs. Celui-ci est déterminé à commercer avec Israël et à protéger à tout prix son industrie de l'armement. Nos proches ont osé provoquer la bête, et aucune dépense n'a été épargnée pour le maintien de l'ordre, pour les poursuivre et les emprisonner sans procès. Imaginez si le gouvernement avait investi la même somme d'argent, de ressources et de volonté politique dans la prévention d'un génocide.* »

Le 13 février, la Haute Cour de justice a décrété illégale et disproportionnée la qualification de Palestine Action comme groupe terroriste, mais son interdiction doit cependant rester en vigueur jusqu'aux prochaines audiences prévues dans le courant du mois.

Cette décision, qui représente un nouveau coup dur pour le gouvernement dans ses efforts pour interdire toute manifestation discréditant sa relation avec Israël et avec l'industrie de l'armement, a provoqué une vague de réjouissance.

En qualifiant le groupe d'organisation terroriste, le 5 juillet 2025, le gouvernement a placé quiconque soutenant ses objectifs au même niveau que les membres de Daesh ou d'Al-Qaïda. Cette assimilation, perçue comme le premier pas vers la répression de toute contestation des actions génocidaires d'Israël à Gaza et en Cisjordanie ou au demeurant, de toute protestation sur quoi que ce soit, a profondément inquiété les activistes.

Jusqu'à présent, plus de 2 700 personnes, nombre d'entre elles âgées ou handicapées, et manifestant pacifiquement, ont été arrêtées pour avoir juste porté une pancarte indiquant : « *Je m'oppose au génocide. Je soutiens Palestine Action.* » Même lorsque des pancartes de ce type n'étaient pas visibles, la police, trop zélée, a fait des erreurs, comme dans le cas notable de Laura Merton en juillet 2025, qui se tenait seule sur un bas-côté, tenant simplement une

pancarte avec « Libérez Gaza » et « Israël commet un génocide ». Elle fut approchée par deux policiers armés qui, en l'accusant de soutenir les opinions de Palestine Action, l'ont menacée de l'arrêter si elle ne bougeait pas. Elle les a enregistrés déclarant que : « *mentionner la liberté pour Gaza, Israël, le génocide, tout ça est lié aux groupes proscrits, des groupes déclarés comme terroristes par le gouvernement.* »

La police a dû présenter des excuses.

En réponse à la décision du 13 février, le groupe Liberty qui milite pour les libertés civiles a déclaré : « *Ce cas révèle une problématique plus profonde dans laquelle la ligne entre l'action directe et le terrorisme est devenue dangereusement floue et produira un effet dissuasif sur les manifestations et la liberté d'expression. Les gens doivent avoir la possibilité de s'opposer, de parler et de prendre part à des manifestations sans craindre d'être étiquetés comme terroristes et arrêtés.* »

Le principe de proportionnalité s'avère essentiel. La Haute Cour précise que c'est une chose pour un ministre de constater que certains membres d'un groupe ont commis des actes qui se rapprochent du terrorisme mais que c'en est une autre de décider ensuite que ces incidents doivent conduire à l'interdiction de tout un groupe.

Le ministère de l'Intérieur a dépensé l'équivalent de 800 000 € en frais de procédure pour maintenir la proscription du groupe.

Sources :

<https://www.pressenza.com/2026/02/solidarity-with-francesca-albanese-attacked-by-governments-complicit-in-genocide/>

<https://www.aljazeera.com/news/2026/2/14/over-100-artists-for-palestine-back-uns-albanese-after-resignation-calls> BBC ; The Guardian ; [inews.co.uk](https://www.inews.co.uk) ; Liberty

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Regard sur le monde](#) (Dans cette rubrique, Partage international met en lumière certains problèmes urgents qui nécessitent une nouvelle approche et des solutions durables.)